

Vu ce 19/5/06

LHL

N° 153/CA du répertoire

N° 99-61/CA du Greffe

Arrêt du 30 décembre 2004

Affaire : KPONOU Germain

C/

Préfet Atlantique

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif en date à Cotonou du 27 avril 1999 enregistrée au greffe de la Cour suprême le 06 mai 1999 sous le n° 417/GCS par laquelle Monsieur KPONOU Germain assisté de maître Robert M. DOSSOU, son conseil a saisi la Cour suprême d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'arrêté préfectoral n° 2/677/DEP-ATL/SG/SAD du 02 décembre 1998 aux termes duquel le préfet des départements de l'atlantique et du littoral lui a retiré la parcelle "D" du lot 681 du lotissement de la tranche de Dandji pour l'attribuer à Monsieur GBADAMASSI M. Latoundji en y confirmant le droit de propriété de ce dernier ;



Vu la lettre n° 1386 du 06 août 1999 restée sans suite par laquelle ont été communiquées au préfet de l'atlantique pour ses observations la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif ainsi que les pièces y annexées ;

Vu la lettre de mise en demeure n° 1960/GCS du 05 novembre 1999 adressée au préfet du département de l'atlantique lui rappelant les dispositions des articles 69 et 70 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu la consignation légale dont le paiement est constaté par reçu n° 1502 du 24 juin 1999 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

88

Notifié/L2873, 2374/GCS du 15/6/2006 et en 10-11  
2882/GCS du 17/7/2006

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, susvisée ;

Où le conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Lucien Aristide DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### En la forme

#### Sur la recevabilité

Considérant que préalablement à la saisine de la Haute Juridiction, le requérant a exercé le recours gracieux dans les conditions de forme et de délai prescrites par la loi ;

Que partant, le présent recours en annulation pour excès de pouvoir doit être déclaré recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai légaux ;

### Au fond

Considérant que le requérant soutient qu'après le recasement de Akpakpa Dandji, la parcelle VI du lot 681 lui a été attribuée ;

Qu'au moment de la mettre en valeur, il y constata la présence du fétiche zangbéto dont le déplacement avait suscité des soulèvements populaires ;

Que sur décision de la commission de vérification, il lui a été attribué en remplacement de la parcelle VI, la parcelle « D » du lot 681 de Dandji rendue disponible par arrêté n° 2/304/DEP-ATL/SG/SAD du 21 juin 1996 ;

Que sans évoquer aucun motif, le préfet de l'atlantique lui retire cette parcelle en annulant le 02 décembre 1998 l'arrêté n° 02/304/DEP-ATL/SG/SAD du 21 juin 1995 par celui n° 02/677/DEP-ATL/SG/SAD où il confirme le droit de propriété de



monsieur GBADAMASSI M. Latoundji sur la parcelle « D » du lot 681 du lotissement de la tranche de Dandji d'une part et décide d'autre part qu'une autre parcelle disponible lui sera attribuée dans les lotissements en cours ;

Que dans ces conditions, l'autorité préfectorale elle-même lui reconnaît son droit à recasement ;

Qu'il a alors formé le recours gracieux sans obtenir de ladite autorité aucune réponse et qu'il a dû saisir la Cour suprême ;

Considérant que le requérant fonde son recours sur le seul moyen tiré de l'excès de pouvoir ;

Considérant qu'en décidant elle-même de rétracter l'arrêté n° 02/304/DEP-ATL/SG/SAD du 21 juin 1998 portant attribution de parcelle au profit du requérant KPONOU G., l'administration était tenue d'observer certaines règles ;

Qu'en effet en droit, s'il est permis à l'administration de rétracter un acte administratif qu'elle a précédemment pris, elle est soumise à l'obligation de respecter des critères ;

Considérant ainsi que la rétractation d'une décision administrative ayant conféré des droits est subordonnée à la double condition d'une part de justifier la nécessité de réparer une illégalité et d'autre part d'annuler la décision concernée dans le délai du recours contentieux qui est de deux mois à compter de la publication ou de la notification de ladite décision ;



Considérant qu'en l'espèce, l'arrêté préfectoral n° 02/304/DEP-ATL/SG/SAD du 21 juin 1995 portant attribution de parcelle au profit du requérant est un acte ayant conféré des droits à celui-ci ;

Que cet arrêté étant intervenu le 21 juin 1995, l'autorité préfectorale avait jusqu'au 21 août 1995 au plus tard pour procéder à son annulation ;

Considérant qu'entre la prise de l'arrêté le 21 juin 1995 et son annulation le 02 décembre 1998, il s'est écoulé plus de trois ans ;

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "J.M.".

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "S.S.".



Que l'annulation dudit arrêté intervenue dans ces conditions est constitutif d'un excès de pouvoir ;

Qu'il résulte de tout ce qui précède que le requérant est fondé à solliciter l'annulation de l'arrêté préfectoral n° 02/677/DEP-ATL/SG/SAD du 02 décembre 1998 ;

Que dès lors il échet d'annuler l'arrêté préfectoral attaqué ;

**PAR CES MOTIFS,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours en annulation pour excès de pouvoir en date à Cotonou du 27 avril 1999 introduit par monsieur KPONOU Germain contre l'arrêté préfectoral n° 02/677/DEP-ATL/SG/SAD du 02 décembre 1998 est recevable.

**Article 2** : Ledit arrêté est annulé.

**Article 3** : Les frais sont mis à la charge du Trésor public.

**Article 4** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs et Madame :

**Jérôme O. ASSOGBA**, conseiller à la Chambre Administrative

**PRESIDENT ;**

<b>Joachim G. AKPAKA</b>	{	<b>CONSEILLERS</b>
<b>et</b>	{	
<b>Eliane PADONOU</b>	{	

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre deux mil quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :




Lucien Aristide DEGUENON

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Geneviève GBEDO

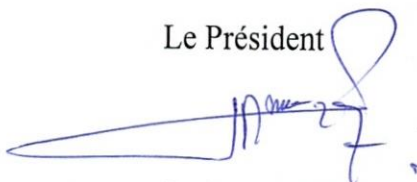
GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président

Le rapporteur

Le greffier

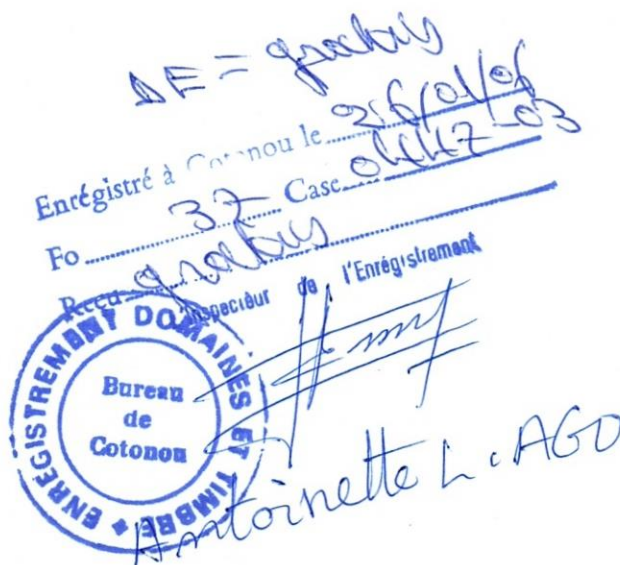


J. O. ASSOGBA.-

E. R. G. PADONOU.-

G. GBEDO.-

*Padry*



Enregistré  
Le 10/05/1968  
Fol. 100  
Régistre de l'Immatriculation  
de l'Etat  
Bureau de  
Colonnes  
+ 38611  
JAN 1968